

Construire un monde plus sûr : les enjeux technologiques

Interview avec Yuka Koshino



Yuka Koshino est chargée de recherche sur les politiques de sécurité et technologiques à l'International Institute for Strategic Studies (IISS), où elle conduit des travaux sur les implications sécuritaires des technologies émergentes du point de vue de la défense et de la géoéconomie. Elle est co-auteur de *Japan's Effectiveness as a Geo-Economic Actor: Navigating Great-Power Competition* (Routledge, 2022). Auparavant, elle était affiliée à l'*Asia-Pacific Initiative* à Tokyo en tant que première titulaire de la bourse Matsumoto-Samata (2020-2021). Avant de rejoindre l'IISS, Yuka Koshino était chercheuse associée à la chaire du Japon au Center for Strategic and International Studies (CSIS). Elle a également produit des analyses politiques et économiques sur les industries de haute technologie et de défense en Asie au sein de l'Avascent Group et de l'Asia Group à Washington DC. Auparavant, elle était en charge des affaires politiques, économiques et commerciales japonaises au bureau de Tokyo du *Wall Street Journal*, de *The Economist* et du *Japan Times*. Elle est titulaire d'une maîtrise en études asiatiques de l'Edmund A. Walsh School of Foreign Service de l'Université de Georgetown et d'une licence en droit de l'Université de Keio.

Question 1 : Quels sont les défis de la politique technologique du Japon ?

Ces dernières années, la technologie est devenue le centre de la concurrence stratégique entre les États-Unis et la Chine. En effet, les technologies critiques et émergentes qui stimulent la croissance et l'innovation, comme l'intelligence artificielle (IA), le *big data*, la robotique, la science quantique et la biologie synthétique, sont essentiellement à double usage, avec des finalités commerciales et militaires. En tant qu'allié régional le plus proche des États-Unis, directement concerné par les défis sécuritaires posés par la Chine, le Japon a

été l'un des premiers pays à suivre les États-Unis dans l'introduction de mesures visant à protéger et à promouvoir les technologies critiques et émergentes afin de garantir sa compétitivité économique et militaire vis-à-vis de la Chine. Les premiers efforts ont consisté à renforcer le contrôle des investissements et à interdire les technologies chinoises dans l'infrastructure de télécommunications sans fil 5G du pays en 2019. Tokyo a également recherché activement la coopération avec des partenaires partageant les mêmes idées afin d'améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement pour les technologies critiques, telles que la 5G et les semi-conducteurs avancés, et a élargi le financement de la R&D pour stimuler les capacités technologiques nationales dans ces domaines.

En mai 2022, la promulgation par l'administration Kishida de la loi sur la promotion de la sécurité économique a constitué une étape importante pour le Japon dans l'établissement de son cadre de traitement des questions économiques liées à la sécurité nationale, en mettant l'accent sur le contrôle et le développement des technologies critiques et émergentes. La protection et la promotion de ces technologies sont au cœur de ce cadre, avec l'introduction d'un système de secret des brevets et d'un nouveau mécanisme pour promouvoir la R&D publique et privée dans les technologies de l'IA et quantiques.

Bien qu'il s'agisse d'avancées importantes, notamment en matière de protection des technologies, plusieurs défis subsistent. Tout d'abord, la fragmentation civilo-militaire au sein de la bureaucratie et de la société héritée de l'après-guerre rend difficile l'élaboration de politiques relatives aux technologies à double usage et limite le flux de financement et de talents entre le monde de la défense et celui des affaires. Deuxièmement, l'absence d'un système d'autorisation de sécurité nationale pour les industries et les institutions universitaires japonaises travaillant dans des domaines technologiques sensibles, ce qui les a empêchées de participer à des programmes de R&D conjoints avec des partenaires étrangers partageant les mêmes valeurs. Troisièmement, le déclin de la compétitivité internationale des talents japonais dans les domaines technologiques essentiels et émergents. Cela pourrait compromettre la capacité du Japon à mener les efforts internationaux de normalisation et d'établissement de normes. La stratégie de sécurité nationale 2022 du Japon aborde ces défis et cherche à les relever, mais il faudra un *leadership* politique fort et soutenu pour surmonter ces obstacles organisationnels, culturels et structurels.

Question 2 : Le découplage de la Chine en matière de technologies sensibles est-il faisable pour les démocraties asiatiques ?

La Chine est profondément ancrée dans l'économie régionale et mondiale et constitue le principal partenaire commercial de la plupart des pays de la région. Par conséquent, le découplage serait très difficile, même pour les pays ayant des préoccupations en matière de sécurité concernant la RPC. Dans le domaine des technologies numériques, les entreprises de haute technologie et les instituts de recherche chinois ont rapidement renforcé leurs capacités technologiques et leur présence mondiale grâce à des subventions gouvernementales massives. Les fournisseurs d'équipements de réseau tels que Huawei et ZTE sont devenus les plus grands fournisseurs mondiaux de réseaux 5G. Les fournisseurs de

services de plateformes informatiques ont élargi leur base d'utilisateurs à l'échelle mondiale avec leurs applications de commerce électronique et de réseaux sociaux.

Les responsables des services de renseignement américains et britanniques ont ouvertement exprimé leurs inquiétudes quant aux risques de sécurité associés à ces produits, par exemple la possibilité pour les autorités chinoises d'accéder aux informations personnelles et, dans le cas de Tik Tok, d'utiliser les algorithmes pour diffuser de la désinformation. Toutefois, compte tenu de la rentabilité des technologies chinoises, les gouvernements asiatiques qui privilégient une croissance économique rapide sont confrontés à la tâche difficile d'équilibrer la sécurité nationale et les intérêts économiques malgré les risques encourus.

Si le découplage n'est pas une approche viable, les pays ont pris des mesures pour réduire la dépendance à l'égard des technologies chinoises et gérer les risques de sécurité qu'elle implique par le biais de mesures de sécurité économique telles que le contrôle des opérateurs d'infrastructures critiques et des investissements étrangers. Des pays partageant les mêmes positions, comme c'est le cas des États-Unis et du Japon, ont également coordonné étroitement le financement des infrastructures, l'éducation des partenaires sur les risques de sécurité liés à l'utilisation des technologies chinoises, et les projets de R&D sur la 5G afin de développer des options alternatives pour rendre l'infrastructure numérique de la région plus sûre et plus fiable.

« Si le découplage n'est pas une approche viable, les pays ont pris des mesures pour réduire la dépendance à l'égard des technologies chinoises et gérer les risques de sécurité qu'elle implique par le biais de mesures de sécurité économique telles que le contrôle des opérateurs d'infrastructures critiques et des investissements étrangers. »

Question 3 : Comment le Japon et les pays européens (y compris le Royaume-Uni) pourraient-ils mieux coopérer pour améliorer la sécurité des technologies sensibles ?

Ces dernières années, le Japon et les pays européens ont tous introduit et affiné des outils politiques pour réduire les risques de sécurité des infrastructures critiques et d'appropriation des technologies critiques et émergentes, notamment dans le domaine des technologies numériques. Les exemples incluent l'introduction d'un filtrage des investissements, des efforts pour améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement, et la mise en œuvre de programmes de R&D robustes pour renforcer la base technologique nationale et régionale des technologies critiques et émergentes, telles que la 5G, les semi-conducteurs et le *cloud computing*.

Ces dernières années, le Japon et les pays européens ont commencé à coordonner leurs approches de ces questions dites de sécurité économique, tant sur le plan bilatéral que multilatéral à tous les niveaux. En particulier, la signature de nouveaux mécanismes de coopération, tels que le partenariat numérique Japon-UE en mai 2022 et le partenariat numérique Royaume-Uni-Japon en décembre 2022, sont susceptibles de servir de plateformes importantes pour le partage d'informations et la coordination des politiques

dans des domaines tels que le renforcement de la résilience de la chaîne d'approvisionnement pour la 5G et au-delà, la définition de normes pour les technologies numériques, les applications sûres et éthiques de l'intelligence artificielle et l'élaboration de règles pour l'économie numérique.

Maintenant que les mécanismes et les dialogues sont en place, il existe plusieurs domaines clés dans lesquels les deux parties pourraient travailler ensemble pour rendre leurs approches efficaces. Premièrement, elles pourraient améliorer le partage d'informations sur les leçons tirées de leurs approches respectives. Étant donné que ces pays n'ont renforcé que récemment les contrôles des investissements, le partage d'informations sur les cas existants et les défis déjà rencontrés aiderait à améliorer les systèmes afin d'en accroître la fonctionnalité et l'efficacité. Ils pourraient également partager leurs meilleures pratiques pour relever les défis communs afin d'obtenir la compréhension et la coopération du secteur privé pour atteindre les objectifs de sécurité économique. Deuxièmement, les deux parties pourraient explorer les moyens d'améliorer conjointement la résilience de la chaîne d'approvisionnement tout en évitant une guerre des subventions. Les deux parties pourraient également créer ensemble une chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs résiliente en s'appuyant sur leurs forces respectives. Dans le domaine du financement de l'infrastructure numérique dans la région Indo-Pacifique, le programme *Global Gateway* de l'UE présente des synergies avec les objectifs de la vision Indo-Pacifique libre et ouverte (FOIP) du Japon, des États-Unis et de l'Australie, qui visent à promouvoir une infrastructure numérique sûre et fiable dans la région. Une coordination accrue de leurs approches permettrait d'éviter les doubles emplois et de compléter les projets des uns et des autres afin d'utiliser leurs ressources de manière efficace et efficiente.

Février 2023
